

Envoyé en préfecture le 03/04/2024

Reçu en préfecture le 03/04/2024

Publié le 03/04/2024

ID : 029-242900801-20240329-DCC2024\_068-DE

# Tims

## L'écomobilité pour tous



### Dossier projet Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas



Avant de renseigner votre dossier projet, merci de prendre connaissance du règlement de consultation de l'Appel à Manifestation d'Intérêt pour des projets locaux d'écomobilité inclusive.

Ce dossier projet est constitué de plusieurs parties : une première partie permettant de présenter de manière générale le projet et le(s) candidat(s), puis des fiches à renseigner par action.

Le budget est par ailleurs présenté dans un document excel annexe. Il vous est demandé de respecter le nombre maximum de pages indiqué dans les rubriques, sachant qu'il vous est possible de joindre à votre dossier de candidature toute annexe permettant d'apporter un éclairage plus précis aux éléments présentés ci-dessous.

### Intitulé du projet

« Réduire la précarité en matière de mobilité sur le Pays de Landerneau-Daoulas »

### Nom et coordonnées de la structure qui porte le projet et de ses partenaires associés

Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas  
Maison des Services Publics - BP 849  
29208 Landerneau  
Tél. : 02 98 21 37 67

Selon les actions :

- Agence Pôle Emploi de Landerneau
- Mission Locale
- PLIE
- Acteurs intervenant auprès des jeunes et personnes âgées
- Employeurs du territoire
- Elus communaux
- Prestataires de service pour le TAD, plateforme de co-voiturage et volet animation

### Nom et coordonnées du/de la responsable technique du projet (si plusieurs structures porteuses, préciser la structure du responsable)

Enora Coat  
[enora.coat@capld.bzh](mailto:enora.coat@capld.bzh)  
Tel : 02 90 91 90 46

### Objectifs généraux du projet

La CAPLD est engagée depuis 2020 dans une politique mobilité ambitieuse qui s'est traduite par le transfert de la compétence mobilité en juillet 2021 et l'adoption d'un Plan de Mobilité en décembre 2022.



Le territoire de la CAPLD est caractérisé par des dynamiques de déplacements très contrastées mais dispose néanmoins d'un premier socle d'offres de mobilité qu'il s'agit de renforcer et de compléter en particulier sur les communes aujourd'hui peu ou pas desservies. Les actions présentées dans le cadre du présent AMI visent à apporter des solutions de mobilité construites de manière partenariale aux acteurs et habitants du territoire, éloignés des offres de mobilité, du fait de leur localisation géographique ou de leur situation sociale, en complément de l'offre de mobilité existante (réseau de bus urbain régulier et système de location de vélo en libre-service sur la ville de Landerneau, lignes BreizhGo de la Région Bretagne). Les actions présentées dans le cadre de cet AMI traduisent une réponse opérationnelle à trois axes du Plan Mobilité de la CAPLD. Elles répondent de manière complémentaire aux enjeux de précarité en matière de mobilité sur le territoire et visent plusieurs cibles..

Les 3 actions, complémentaires par la diversité des publics visés, sont ainsi envisagées, avec les objectifs suivants :

- Lever les freins à la mobilité des personnes en recherche d'emploi et en insertion à travers un programme d'animations s'appuyant sur le service de location de vélos à assistance électrique de la CAPLD
- Favoriser l'accès aux services du territoire par l'expérimentation d'un Transport à la Demande Zonal à destination des jeunes et personnes âgées.
- Lutter contre la précarité en matière de mobilité des ménages et salariés du territoire dépendants de la voiture thermique du fait de la localisation géographique des zones d'emplois et d'habitations du territoire.

### Périmètres géographique et administratif

Périmètre géographique et administratif de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas – 22 communes – 50 000 habitants – 371,4km<sup>2</sup>. Aux portes de la métropole de Brest, la CAPLD est la deuxième agglomération du Pays de Brest en nombre d'habitants et d'emplois (plus de 6000 emplois), carrefour dynamique et innovant en complémentarité de la métropole.

### Public visé par le projet : Qui (catégorie sociale, type de précarité adressée) ? Combien ?

Les actions doivent cibler un public en situation de précarité par rapport aux mobilités, mais elles peuvent s'adresser à tous les publics dans la mesure où elles sont bien inclusives. Préciser notamment si elles peuvent s'adresser à des personnes en situation de handicap (physique et/ou psychique). (1/2 page maximum)



Les actions développées visent l'ensemble des habitants de la CAPLD.

Néanmoins, dans leur dimensionnement, celles-ci permettent de cibler plus spécifiquement :

- **Action 1 (Animation vélo à destination des personnes en insertion/recherche d'emploi) :** Les habitants du territoire inscrits dans une démarche de recherche ou de retour à l'emploi, pour lesquels la mobilité constitue un frein dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle. La Communauté, souhaite structurer une démarche de suivi-évaluation de ces actions avec les partenaires de l'emploi permettant d'affiner le nombre de personnes potentiellement concernées. L'agence de Landerneau de la Mission Locale estime que ces problématiques de mobilité concernent plus de 200 jeunes suivis par la structure à l'année.
- **Action 2 (expérimentation d'un Transport à la Demande) :** Les jeunes et les personnes âgées habitant les communes peu ou pas desservies par des offres de mobilité alternatives à la voiture individuelle, communes dans lesquelles la faible densité de population complique la mise en œuvre de solutions de mobilités type transport collectif, confronté à la recherche d'un modèle économique viable. L'absence de ce type de service est surtout la plus discriminante à l'encontre des catégories sociales modestes surreprésentés dans les zones peu denses et moins bien desservies.

Sur le territoire de la CAPLD, ces catégories de population représentent :

- 11 à 25 ans : **7 500 personnes**
- 11 à 18 ans : **3 400 personnes**
- Plus de 75 ans  $\approx$  **2 000 personnes**
- 60 à 75 ans  $\approx$  **4 900 personnes**
- **Action 3 (Mise en place d'une dynamique de co-voiturage avec les employeurs du territoire) à destination des habitants et les salariés du territoire ayant une forte dépendance aux déplacements motorisés et qui demeurent éloignés des offres de mobilité alternatives à la voiture, du fait de leur localisation géographique.** Le coût des déplacements et la dépendance au véhicule thermique constitue une part croissante dans le budget des ménages, en particulier localisés sur les communes rurales. L'acquisition de véhicules à faibles émissions reste encore onéreuse pour ces ménages dépendants de leur véhicule thermique. La CAPLD souhaite éviter la précarisation des ménages en matière de mobilité en mettant en œuvre des actions concrètes relatives à l'usage partagé des véhicules (navettes vers les zones d'emploi, co-voiturage...) et ainsi accompagner la transition des modes de déplacement de l'ensemble des habitants et acteurs du territoire. Une démarche d'expérimentation a ainsi été engagée en janvier 2023 avec cinq zones d'emplois du territoire situées sur des zones d'activité éloignées des offres alternatives à la voiture individuelle. Représentant plus de 3000 emplois, ces entreprises volontaires sont confrontées aux difficultés de mobilité de leurs salariés, le coût de la mobilité étant l'un des principaux freins au recrutement.



**Votre expérience en matière de mobilité et/ou dans le domaine social et/ou dans la transition énergétique :** préciser en quoi votre expérience et celle de vos partenaires vous permet de répondre à cet appel à manifestation d'intérêt. *(1/2 page maximum)*

La Communauté du Pays de Landerneau-Daoulas s'est engagée dans la construction d'une politique mobilité ambitieuse depuis 2020 à destination des habitants et des acteurs du territoire. Celle-ci s'est notamment traduite par le transfert de la compétence mobilité en juillet 2021 et l'adoption d'un Plan Mobilité en décembre 2022. En complément des services de mobilité transférés qui existaient sur la Ville de Landerneau (réseau de bus Ar Bus et service de location de vélos à assistance électrique en libre-service), les élus ont rapidement souhaité renforcer ce premier socle de mobilité en développant des services de mobilité adaptés à l'ensemble des communes du territoire et des publics, au-delà du pôle urbain de Landerneau et notamment :

- Un service de location de vélos à assistance électrique longue durée comportant un volet faisant l'objet d'un partenariat avec les acteurs de l'insertion et de l'emploi en juin 2021,
- Une ligne de car régulière entre Landerneau et Daoulas en septembre 2022,
- L'engagement de réflexions sur des solutions de mobilité à mettre en place sur les zones d'emplois éloignées des offres de mobilités existantes et accessibles uniquement en voiture, en lien avec les employeurs du territoire en janvier 2023,
- L'engagement d'une étude sur une solution de mobilité à expérimenter sur les communes peu ou pas desservies en janvier 2023.

Une culture de concertation sur le sujet de la mobilité a d'emblée été également engagée à travers les groupes de travail mis en place pour le développement des actions du plan mobilité, et plus particulièrement par le suivi de la politique mobilité globale assurée par le Comité des Partenaires de la Mobilité, installé en juin 2022.

Les partenaires visés par ces actions sont déjà engagés avec la CAPLD dans le cadre de partenariats mobilité :

- La recherche de solutions de mobilité fait partie du rôle d'accompagnement des acteurs de l'insertion et de l'emploi associés avec lesquels CAPLD déjà a établi des conventions de partenariats dans le cadre du service Velo LD,



- Les élus des communes du territoire sont fortement mobilisés sur le sujet de la mobilité, notamment à travers leurs CCAS,
- Les employeurs du territoire sont engagés depuis janvier 2023 dans une démarche de construction d'un plan d'actions mobilité avec la CAPLD.

Dans le cadre de ce programme, la CAPLD souhaite également renforcer la convention de partenariat mobilité établie avec la Direction Mobilité de Don Bosco afin d'identifier les actions qui pourraient faire l'objet d'un développement et d'un renforcement en lien avec les compétences de l'association en matière de mobilité inclusive.

**Contexte et éléments de diagnostic du territoire :** caractérisation du territoire, problématiques et besoins identifiés, connaissance des acteurs, analyse des dispositifs existants... *(2 pages maximum)*





### Caractérisation du territoire :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas (CAPLD) a été créée le 26 décembre 1994. Agglomération depuis le 1er janvier 2022, elle comprend 22 communes et représente 50 108 habitants dont 16 527 habitants sur la ville-centre de Landerneau (Insee – 2018).

Le territoire de la CAPLD occupe une place stratégique en termes de déplacements, en particulier grâce à la gare de Landerneau, pôle d'échange multimodal. Située à la croisée des lignes Brest-Morlaix et Brest-Quimper, elle est la première gare TER de Bretagne en nombre de passagers (environ 600 000 passagers par an). Le territoire est également structuré par deux routes nationales, la RN 12 reliant Brest à Landivisiau, et la RN 165 reliant Brest à Quimper. Ces deux axes sont connectés par la RD 770, reliant Landerneau à Daoulas. Ces deux pôles sont donc soumis à de nombreux flux, et permettent une bonne desserte routière pour les communes périurbaines et littorales. Les communes à dominante rurale, en particulier la frange ouest, ne bénéficient en revanche pas d'un réseau viaire et ferroviaire aussi structurés, entraînant un déséquilibre à l'échelle intercommunale, que les lignes de bus du réseau BreizhGo, concentrées sur les communes du nord et de l'ouest, ne permettent pas de compenser. La moitié des communes ne sont pas desservies par une offre de transport en commun, ce qui rend leurs habitants dépendants de la voiture pour se déplacer. Ces communes rurales accueillent par ailleurs les ménages dont les revenus moyens sont les moins élevés, ce qui renforce la précarité en matière de mobilité d'une population dépendante de l'usage de la voiture. De plus, ce maillage ne favorise pas l'interconnexion du territoire, et notamment des centralités. La politique mobilité de la CAPLD doit donc répondre à des disparités territoriales marquées à l'échelle du territoire.

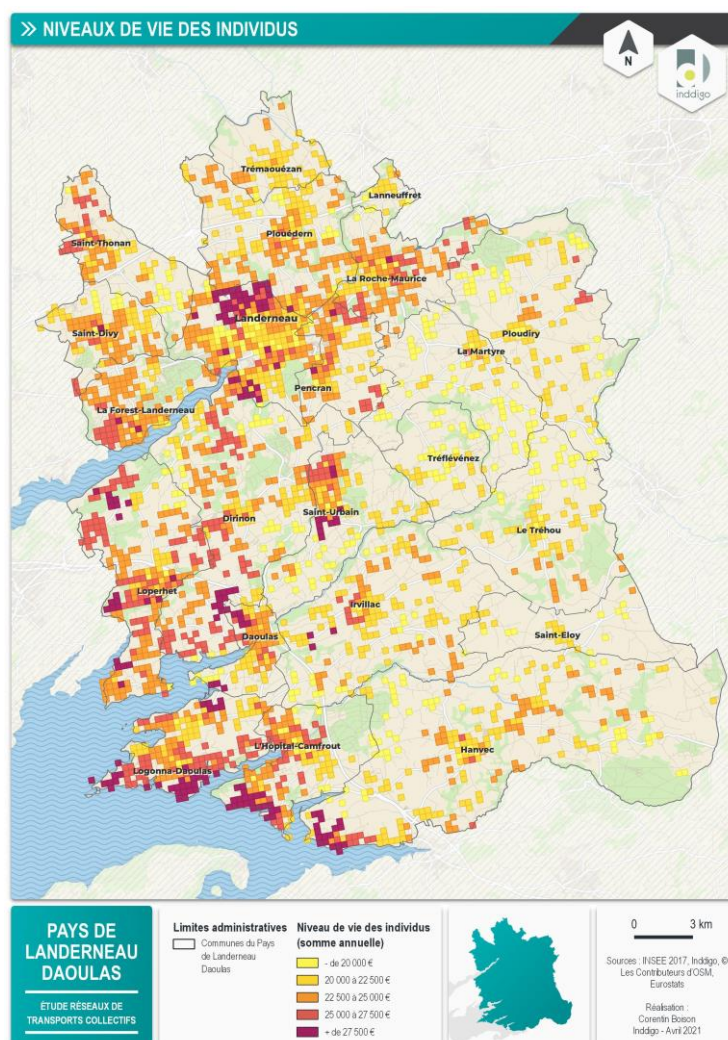
Les flux domicile-travail représentent près d'un quart du volume global des déplacements, dont 42% sont internes au territoire, et 37 % sont effectués vers Brest Métropole. La localisation des pôles d'emplois, tels que les zones d'activités économiques qui concentrent plus de 40% des emplois du territoire, facilement accessibles en voiture et éloignées des services de transport, n'encourage pas le recours à un autre moyen de transport. L'accès aux services et aux équipements génère également de nombreux flux qui convergent principalement vers Landerneau, la ville-centre, et Daoulas, le pôle relais. Ces deux centralités connaissent un trafic automobile croissant, ce qui pose des problèmes de fluidité de circulation, impacte le cadre vie, et génère des émissions de gaz à effet de serre.

Les élus de la CAPLD ont souhaité faire de la politique mobilité l'un des enjeux prioritaires du mandat 2020 – 2026 pour améliorer le maillage global du territoire en matière de services de mobilité. A l'issue du transfert de compétence mobilité en juillet 2021, de premiers services ont été créés pour élargir l'offre, jusque-là circonscrite au pôle urbain de Landerneau (6 lignes régulières du réseau Ar Bus, service de vélos à assistance électrique en libre-service Ti Velo), ancien AOM, et aux lignes BreizhGo régionales. La Communauté a ainsi déployé un service de location de vélos à assistance électrique longue durée à destination de l'ensemble des habitants du territoire en juin 2021, ainsi qu'une ligne régulière entre les deux pôles urbains de Landerneau et Daoulas, en partenariat avec la Région Bretagne, à compter de septembre 2022. L'ambition du Plan Mobilité, construit en concertation avec les acteurs du territoire, et adopté en décembre 2022, est d'apporter des solutions de mobilité adaptées et pertinentes répondant à la diversité des enjeux communaux et des problématiques de différents publics du territoire. Les actions présentées dans le cadre de l'AMI TIMS explorent les champs les plus complexes en matière de mobilité, que la Communauté n'avait pas pu expertiser jusqu'alors : dépendance et précarité liée à l'autosolisme, en particulier sur les communes rurales du territoire (cf carte ci-après), offre de service collectif sur les communes du territoire dépourvues d'offres de mobilité, aide à l'insertion professionnelle et sociale par l'accompagnement à la mobilité sur le territoire.

Afin de répondre de manière pertinente à ces enjeux complexes, la Communauté a structuré un certain nombre de partenariat permettant d'asseoir ces premières actions. Outre le Comité des Partenaires de la Mobilité assurant le suivi global de la politique, la CAPLD a structuré des partenariats avec les acteurs de l'emploi et de l'insertion (Don Bosco, Pôle Emploi, Mission Locale, PLIE, Sato Interim) et avec les employeurs du territoire.



**Contexte et éléments de diagnostic du territoire :** caractérisation du territoire, problématiques et besoins identifiés, connaissance des acteurs, analyse des dispositifs existants... (2 pages maximum)



Niveau de vie des individus sur le Pays de Landerneau-Daoulas – Indigo – Avril 2021





**Description du projet et calendrier sur 3 ans** (présentation générale du projet et du bouquet d'actions ; la présentation détaillée de chaque action doit être faite dans les fiches action)  
(1 page maximum)

### 1/ Description du projet

Le projet présenté intègre plusieurs actions du Plan Mobilité de la CAPLD visant à renforcer et expérimenter des services de mobilité à destination des personnes éloignées des offres de mobilité existantes. Ces actions intègrent une forte composante partenariale préexistante dans leur définition et mise en œuvre :

- 1/ Le renforcement du partenariat avec les acteurs de l'emploi dans le cadre du service de location de vélos à assistance électrique longue durée Velo LD et le développement d'actions de sensibilisation et de remise en selle à destination des publics accompagnés.
- 2/ L'expérimentation d'un service de transport à la demande zonal sur les communes peu ou pas desservies du territoire, à destination des jeunes et des personnes âgées en lien avec les communes du territoire,
- 3/ Le développement de solutions de mobilité partagées, en particulier le co-voiturage, et d'actions de sensibilisation associées en lien avec les employeurs des zones d'emplois du territoire. Les actions visant le développement du co-voiturage ont vocation à être élargies à l'échelle de la CAPLD.

### 2/ Calendrier global

Projet	Etape	Echéance estimée
1/ Animations de sensibilisation et remise en selle à destination des personnes inscrites sur un parcours d'emploi	Structuration de la gouvernance, définition des objectifs et indicateurs, des contenus et recrutement d'un prestataire	Second semestre 2023
	Développement du programme d'actions	2024
	Bilan, ajustement et potentiel élargissement des actions à d'autres publics/d'autres partenaires	2025-2026
2/ Expérimentation d'un service de TAD zonal	Groupe de travail élus, acteurs locaux auprès des publics jeunes (affiner le dimensionnement du service et structurer la communication et les animations)	Second semestre 2023 (délibération de création du service prévue en conseil de communauté de décembre 2023)
	Consultation	Premier trimestre 2023
	Lancement du service	Avril/Mai 2024
	Expérimentation	Jusqu'en 2026
3/ Expérimentation d'une dynamique de co-voiturage	Ateliers par zone d'emplois	Second semestre 2023
	Expérimentation	2024
	Elargissement des actions au territoire	2025-2026



### Décrire précisément en quoi le projet :

- apporte une plus-value par rapport à ce qui existe déjà, permet un changement d'échelle et/ou est innovant ;
- développe une approche systémique et territoriale ;
- prend en compte les enseignements d'autres projets/programmes et/ou de recherches.

(1/2 page maximum)

Le bouquet de ces trois actions s'appuie sur trois modes de déplacements et permet de répondre de manière simultanée et à l'échelle d'un territoire intercommunal à l'enjeu de la précarité en matière de mobilité, en adaptant les modalités de réponse aux problématiques des différents publics visés. Le projet vient ainsi mailler les espaces du territoire dépourvus de services de mobilité, et renforcer l'accessibilité des offres existantes. La gouvernance de ces actions, assurée par le rôle d'Autorité Organisatrice de la Mobilité de la CAPLD et décrite ci-après, renforce également l'effet d'entraînement et d'engagement des acteurs du territoire dans la stratégie mobilité du territoire initiée dès le transfert de compétence en juillet 2021, et la création du Comité des Partenaires de la Mobilité en juin 2022.

**Action n°1 :** Le déploiement du programme d'animations à destination des personnes en recherche d'emploi vise à renforcer l'accès au service de location de vélos à assistance électrique de la Communauté en assurant un accompagnement sur mesure grâce à la mise à disposition d'une flotte dédiée à ce public. Les animations adossées à ce service ont pour objectif de lever plus globalement les freins psychologiques en matière d'insertion sociale et professionnelle, et pourront faire l'objet d'un élargissement à d'autres publics du territoire.

**Action n°2 :** L'expérimentation d'un service de Transport à la Demande est inspiré d'un benchmark effectué sur une dizaine de territoire (cf pièces annexes de l'étude effectuée) afin de dimensionner un service qui soit le plus efficient possible et déployé à l'échelle de la CAPLD. Celui-ci vient couvrir les communes aujourd'hui dépourvues de tout service mobilité hors transport scolaire.

**Action n°3 :** Cinq zones d'emplois « laboratoires » ont été sélectionnées dans le cadre d'une étude d'accompagnement menée depuis janvier 2023 sur le territoire, ayant pour dénominateur commun une localisation géographique favorisant l'usage de la voiture et éloignée des offres de mobilité alternatives. Ces zones présentent pour autant des caractéristiques différentes (contextes ruraux, périurbains, avec des problématiques de connexion routière différentes, hétérogénéité du nombre d'emplois dans les zones étudiées, secteurs d'activité variés) permettant d'en faire des démonstrateurs pour des solutions qui devront être déployées sur l'ensemble du territoire. Les modalités de partenariat public-privé (le « pacte co-voiturage ») proposées par la CAPLD détaillées dans la fiche action sont également particulièrement innovantes pour l'effet d'entraînement collectif qu'elle permet d'engager.



**Décrire en quoi le projet va permettre de faire des économies d'énergie et d'éviter des émissions de gaz à effet de serre. Si vous incluez des éléments chiffrés vous pourrez joindre en annexe la méthodologie de calcul utilisée. (1/2 page maximum)**

Ces actions concourent à la réalisation d'économies d'énergies et à la réduction des émissions de gaz à effets de serre :

- Action n°1 : Ces actions, outre le fait d'offrir une solution de mobilité locale aux personnes en insertion, permettent de sensibiliser les publics à des modes de déplacements décarbonés. Une évaluation complémentaire du nombre de personnes susceptibles d'être concernées, et du rayon moyen de déplacements effectués à vélo doit être effectuée pour estimer le volume de GES évités.
- Action n°2 : Les maires des communes de la CAPLD, réunis en COPIL le 10 juillet dernier, ont exprimé le souhait que les véhicules assurant le service de Transport à la Demande soient électriques et que cet aspect soit intégré à la consultation correspondante à venir (cf relevé de décision du COPIL des Maires du 10 juillet 2023 en pièce annexe) (indicateur de base : nombre kms réalisés en véhicule électrique et gain par rapport au véhicule thermique)
- Action n°3 : l'incitation au partage de véhicules individuels permet de réduire l'émission de gaz à effet de serre (indicateur de base : nombre de kms évités en voiture solo)

Pour l'ensemble de ces actions, la CAPLD affinera la méthodologie de calcul des objectifs en matière d'économie d'énergie et de réduction de GES pour chacune des actions, en lien avec le programme TIMS.

**Décrire la gouvernance et la gestion du projet (organisation, pilotage, etc.) (1/2 page maximum)**



Pour chaque action, la Communauté organise et pilote un comité technique chargé d'élaborer des propositions en matière de contours et de mise en œuvre des actions dont la composition varie selon les actions :

- 1/ Partenariat Velo LD : acteurs de l'insertion et de l'emploi du territoire
- 2/ TAD zonal : Mission Locale, Amadeus, potentiels autres partenaires à identifier en lien avec les publics cibles, élus communaux en charge des affaires sociales
- 3/ Solutions de mobilité partagées sur les zones d'emploi du territoire : employeurs pour la réflexion sur les solutions, partenaires et prestataires

Ces instances sont pour certaines existantes (1/ et 3/), pour d'autres, un travail de structuration du partenariat va s'engager au second semestre 2023 (2/).

Les propositions émanant de ces instances sont présentées et travaillées à l'occasion de réunions techniques avec le Président, le Vice-Président en charge des mobilités et les élus de la Commission Aménagement, composée d'élus.e.s référent.e.s de chaque commune membre de l'EPCI.

Au-delà de ces instances techniques spécifiques, ces actions étant inscrites dans le Plan mobilité de la Communauté, celles-ci feront l'objet d'un suivi global dans les instances de construction et de validation de la politique mobilité de la CAPLD déjà existantes à savoir :

- Le COPIL des Maires (en moyenne 2 par an),
- Le Comité des Partenaires de la Mobilité (en moyenne 2 par an),
- Les instances communautaires (bureau communautaire, commission aménagement parfois sollicitée en format groupe de travail élus, Conseil de Communauté).

**Préciser le soutien des collectivités locales compétentes et montrer en quoi le projet permettra d'associer les différents acteurs du territoire (social, mobilités, environnement...)**  
*(1/2 page maximum)*





La diversité des publics visés suppose la mobilisation d'une variété d'acteurs : acteurs de l'insertion et de l'emploi, employeurs, associations promouvant les mobilités durables, communes du territoire, acteurs intervenant auprès des publics jeunes et personnes âgées...

#### Indicateurs de suivi-évaluation par rapport au projet dans son ensemble

(les indicateurs par action sont traités dans les fiches action) :

- Compléter les résultats attendus par rapport aux indicateurs prédéfinis dans le programme.
- Proposer d'autres indicateurs et résultats si besoin.



- Périmètre géographique de l'action : CAPLD
- Nombre de bénéficiaires : suivi prévu pour chaque action dans les indicateurs
- Nombre de bénéficiaires en situation de précarité mobilité : idem
- Durée de l'accompagnement : 3 ans
- Report modal induit : à définir avec les partenaires et prestataires
- GES évités : à définir

Les actions présentées doivent faire l'objet d'ateliers de travail complémentaires avec les acteurs visés, notamment pour définir collectivement des indicateurs de suivi partagés.



### Moyens prévus pour la mise en œuvre du projet (humains et matériels)

- Préciser les moyens disponibles actuellement (en quantité et en compétences), les projets de recrutement et de formation.
- Détailler l'organisation de l'équipe du projet entre les différentes missions et actions prévues dans le projet.
- Préciser comment sera réalisé le suivi administratif et financier du projet pour répondre au cadre national des programmes CEE (notamment pour assurer un mode de sélection « ouvert » pour les prestations de moins de 150 000 euros : règles de mise en concurrence appliquées)

*(1 page maximum)*

La maîtrise d'ouvrage reste à la CAPLD qui assure le suivi, la gestion et la coordination du projet, via un poste de chargée de mission mobilité et, en lien avec la responsable du service transition et aménagement durable. La chargée de mission mobilité anime, en lien avec l' élu en charge de la mobilité à la CAPLD, les instances de travail (rappel des objectifs, définition d'indicateurs, planning, modalités de réalisation) et de bilan (enquêtes, bilans, restitutions) en lien avec les partenaires et élus du territoire.

Le suivi administratif et comptable est assuré par le responsable des affaires générales et une gestionnaire comptable. La communication est pilotée par la responsable communication de la CAPLD. Des prestataires extérieurs sont mandatés pour l'exécution des services ou des prestations. Selon les possibilités d'accompagnement par le programme CEE, la chargée de mission mobilité pourra participer au programme de formation en éco-mobilité inclusive.

Concernant les prestataires qui seront potentiellement recrutés afin d'accompagner le déploiement des différentes actions envisagées, celles-ci feront l'objet de consultations assurées par le service commande publique de la CAPLD.



## Stratégie de communication et de valorisation du projet et de ses résultats

*(1/2 page maximum)*

La CAPLD dispose de plusieurs outils de communication permettant de valoriser les résultats du projet :

- Communication dans la presse locale,
- Conférence de presse et événements pour le lancement des nouveaux services,
- Articles dans le magazine communautaire, sur le site internet et sur les réseaux sociaux de la CAPLD,
- Recueil et valorisation de témoignages d'habitants et d'usagers,
- Outils de communication dédiés à déployer afin de lancer ces nouveaux projets
- Retours d'expériences au sein des réseaux de collectivités (séminaires, webinaires, REX...),
- Témoignages à l'occasion des événements mobilité du territoire (Rencontres mobilité durable du Pays de Brest, événements des partenaires de l'emploi...)
- Mise à disposition des cahiers des charges, résultats des suivis d'expérimentation et méthodologie de projet.

## Budget prévisionnel du projet (cf. document excel à compléter) et modèle économique

- Rappeler le montant global du projet et le montant sollicité auprès du programme TIMS.
- Préciser si une réflexion a déjà été menée sur la pérennisation du projet ou de certaines actions une fois le programme terminé.

*(1/2 page maximum)*



Montant global du projet sur 3 ans = 749 560€

Montant sollicité auprès de TIMS sur 3 ans = 400 000€

Concernant l'autofinancement, la CAPLD a élargi le Versement Mobilité existant sur son périmètre territorial afin de contribuer au financement d'expérimentations en matière de mobilité. Aussi, le déploiement de ces actions va permettre un ajustement des taux afin de pérenniser cette politique mobilité.

**Catégories d'action :** cocher les catégories des actions prévues dans le projet et renseigner une fiche action par catégorie cochée (*1 page recto verso maximum par fiche action*).





**Accompagnement :**

Individuel

**X Collectif**

**Solutions :**

Mobilités évitées ou inversées (sobriété) :

comment éviter de se déplacer tout en répondant aux besoins

**X Modes actifs** (Vélobus ou pédibus / **Location / Autre** )

**X Covoiturage**

Autopartage

**X Transport à la demande**

Autre



# FICHE ACTION

## SOLUTION MODES ACTIFS

### AUTRE

#### Intitulé de l'action

« Remettre en selle pour accompagner l'insertion sociale et professionnelle sur le Pays de Landerneau-Daoulas »

#### Nom et coordonnées du responsable technique de l'action

Enora Coat  
[enora.coat@capld.bzh](mailto:enora.coat@capld.bzh)  
Tel : 02 90 91 90 46

#### Action portée par (liste des partenaires)

CAPLD  
Agence Pôle Emploi de Landerneau  
Mission Locale (agence Landerneau)  
PLIE (Landerneau)  
Sato Interim (Landerneau)  
Autres acteurs potentiels à viser en déploiement de l'action, notamment Don Bosco Mobilité

#### Objectifs spécifiques de l'action

Cette action est issue du constat partagé avec les acteurs de l'insertion et de l'emploi du territoire, que l'absence de solution de mobilité peut être un frein périphérique en matière d'accès à l'emploi ou d'engagement dans une démarche d'insertion sociale et professionnelle. Cette difficulté peut être due à un manque de services de mobilité sur le territoire, mais peut également relever de freins psychologiques des publics en insertion professionnelle et sociale.

La Communauté du Pays de Landerneau-Daoulas a souhaité répondre à cette problématique en partenariat avec les acteurs de l'emploi et de l'insertion sur le territoire. Une première réponse en matière d'offre de mobilité locale a été initiée en juin 2021 par la mise en place d'un service de location longue durée de vélos à assistance électrique pour les habitants du territoire. Une partie de la flotte de vélos acquis dans ce cadre (10 vélos) a fait l'objet d'une expérimentation sous forme d'un partenariat avec l'Agence pôle Emploi de Landerneau. L'objectif était d'offrir une solution de vélos à assistance électrique locale et accessible, à destination des publics accompagnés par l'Agence Pôle Emploi Landerneau rencontrant des difficultés de mobilité. Grâce à cette « remise en selle », permettant d'agir comme effet levier de retour à l'emploi, les conseillers de l'Agence Pôle Emploi ont pu parallèlement travailler avec les bénéficiaires du dispositif sur des solutions de mobilité plus pérennes (passage du code, du permis, achat d'un véhicule...). Le bilan du partenariat avec l'Agence Pôle emploi a été jugé satisfaisant, puisque 7 personnes ont pu bénéficier de cette solution et retrouver un emploi sur le territoire de la CAPLD. Ce partenariat a été élargi en septembre 2023 à trois autres acteurs de l'emploi du territoire (Sato Interim, Mission Locale, PLIE) et 5 nouveaux vélos leur ont été mis à disposition.

L'objectif de l'action présentée est de compléter ce premier socle d'offre de service par un programme d'animations et de sensibilisation à destination des publics accompagnés afin de lever les freins psychologiques en matière de mobilité et d'emploi. L'objectif est de s'appuyer sur des animations vélos

(remise en selle, vélo-taff accompagnés vers les sites d'emplois, travail sur cartographies...) pour inscrire les publics accompagnés dans une démarche de confiance et d'autonomie en matière de déplacements. L'enjeu de cette action étant que l'accompagnement par la mobilité contribue à mettre ou remettre en confiance les personnes concernées dans leur démarche d'insertion sociale et professionnelle. Les premières animations menées en lien avec les acteurs de l'emploi donneront lieu à un bilan pour envisager le déploiement de ces actions à d'autres publics du territoire

#### Public visé par cette action

- Les publics suivis par les partenaires qui n'ont pas de permis de conduire ou de moyen de locomotion
- Les publics suivis par les partenaires inscrits dans une démarche de retour à l'emploi (formations, stages, contrats courts, intérim...)
- les publics suivis par les partenaires qui résident sur le territoire de la Communauté

Année	Nombre de bénéficiaires concernés	Nombre de bénéficiaires en situation de précarité mobilité
2024	50	50
2025	100	100
2026 si extension des animations à d'autres publics	200	200

#### Description précise de l'action et calendrier sur 3 ans

Etape	Echéance estimée
Structuration de la gouvernance, définition des objectifs et indicateurs, des contenus et recrutement d'un prestataire	Second semestre 2023
Développement du programme d'actions	2024
Bilan, ajustement et potentiel élargissement des actions à d'autres publics/d'autres partenaires	2025-2026

#### Communication et sensibilisation prévues prévues pour accompagner la mise en œuvre de cette action

Mise en œuvre d'un accompagnement individuel et collectif d'insertion par le vélo à travers :

- des animations de remise en selle (rouler, maniabilité, circulation en ville vers les zones d'emplois...) (prestataires)
- des animations d'entretien du vélo (prestataires)
- Information sur l'équipement, les possibilités de parking vélo (entretiens individuels ou collectifs par les partenaires de l'emploi)
- Création de supports cartographiques pédagogiques dédiés
- Réunions d'informations collectives et individuelles en lien avec les partenaires et les employeurs du territoire (employeurs étant relais de ces initiatives dans le cadre de recrutements)



**Indicateurs de suivi-évaluation de l'action :** Compléter les résultats attendus par rapport aux indicateurs prédéfinis dans le programme. Proposer d'autres indicateurs et résultats si besoin.

- Périmètre géographique de l'action : CAPLD
- Nombre de bénéficiaires : à affiner avec les prestataires
- Nombre de bénéficiaires en situation de précarité mobilité : idem
- Motifs de déplacement : emploi, formation
- Nombre de kms réalisés : à définir en fonction du nombre de bénéficiaire et rayon moyen réalisés à vélo sur des trajets domicile-travail ou formation estimé à 11km)
- Nombre de bénéficiaires ayant pu retrouver un emploi ou formation grâce au dispositif

*Méthode calcul GES : issu des données constatées sur l'usage du service Velo LD et du kilométrage moyen réalisé par les vélos en location longue durée*

Année	GES évités sur les trajets domicile-travail des bénéficiaires
2024	10 tonnes équ. CO2 évité
2025	20 tonnes équ. CO2 évité
2026 si extension des animations à d'autres publics	40 tonnes équ. CO2 évité

**Budget estimé de l'action (cf. document excel) :** rappeler le montant global du projet et le montant sollicité auprès du programme TIMS.

36 360€TTC (hors coûts environnés)



# FICHE ACTION

## SOLUTION COVOITURAGE

### Intitulé de l'action

« Laboratoires du co-voiturage en Pays de Landerneau-Daoulas »

### Nom et coordonnées du responsable technique de l'action

Enora Coat  
[enora.coat@capld.bzh](mailto:enora.coat@capld.bzh)  
Tel : 02 90 91 90 46

### Action portée par (liste des partenaires)

CAPLD  
Employeurs du territoire

### Objectifs spécifiques de l'action

La CAPLD souhaite éviter la précarisation des ménages en matière de mobilité en mettant en œuvre des actions concrètes relatives à l'usage partagé des véhicules (navettes vers les zones d'emploi, co-voiturage...) et ainsi accompagner la transition des modes de déplacement de l'ensemble des habitants et acteurs du territoire.

Depuis janvier 2023, la CAPLD a engagé une étude en lien avec les employeurs du territoire pour améliorer la mobilité de leurs salariés et futurs salariés. Sur les 18 zones d'activités économiques recensées sur le territoire 5 zones d'emplois « laboratoires » ont été sélectionnées dans le cadre de cette étude, ayant pour dénominateur commun une localisation géographique favorisant l'usage de la voiture et éloignée des offres de mobilité alternatives. Ces zones aménagées pour être facilement accessibles en voiture, localisées le long des routes nationales sont isolées de tout maillage de transport alternatif à l'autosolisme. Ces 5 zones présentent pour autant des caractéristiques différentes (contextes ruraux, périurbains, avec des problématiques de connexion routière différentes, hétérogénéité du nombre d'emplois dans les zones étudiées, secteurs d'activité variés : agro-alimentaire, horaires atypiques, catégorie professionnelles différenciées) permettant d'en faire des démonstrateurs pour des solutions qui devront être déployées sur l'ensemble du territoire. Les employeurs ayant la capacité d'agir sur les déplacements pendulaires grâce à différents leviers tels que l'organisation du travail ou les dispositifs financiers incitatifs, la CAPLD a souhaité engager la démarche de recherche de solutions de co-voiturage de manière partenariale avec les employeurs du territoire. Ce partenariat donne ainsi l'opportunité de pouvoir agir plus efficacement sur les modes de déplacements privés et individuels.

Ainsi, un « pacte de co-voiturage » est proposé aux employeurs de l'étude. L'objectif de ce partenariat est de booster le co-voiturage sur le territoire par un dispositif « gagnant-gagnant » qui ne peut fonctionner que si les entreprises se mobilisent sur le sujet :

- 1/ la CAPLD finance un outil de co-voiturage et les animations avec des kits de communication associés pour les 5 zones concernées par l'étude
- 2/ Adossé à cet outil de mise en relation des co-voitureurs, les entreprises incitent les salariés à réaliser du co-voiturage en finançant leurs trajets co-voiturés par la mise en place du Forfait Mobilité Durable



dans leur entreprise. Si les entreprises mettent en place le Forfait Mobilité Durable à leur niveau, elles pourront bénéficier d'un accès personnalisé à la plateforme (+ de 100 salariés) et d'une aide au financement des trajets de leurs salariés co-voitureurs par la CAPLD, pendant 1 an, afin de leur permettre d'avoir le temps d'instaurer ce FMD pour leurs salariés. Le financement des trajets de co-voiturage par la CAPLD est donc temporaire (1 an) et ne concernera que les salariés des entreprises qui s'engageront, via une convention ou autre attestation, à la mise en place du FMD à terme dans leurs entreprises. L'enveloppe de financement des trajets n'est pas détaillée dans le projet et ne fait pas l'objet d'une demande de financement dans le cadre de l'AMI TIMS.

Ce programme test a vocation à être élargi à l'ensemble du territoire de la CAPLD visant à massifier la pratique du co-voiturage sur le territoire.

#### Public visé par cette action

- Salariés des employeurs visés par l'expérimentation
- A terme, ensemble des habitants du territoire de la CAPLD

Année	Nombre de trajets réalisés en co-voiturage	Nombre de bénéficiaires en situation de précarité mobilité	Nombre d'employeurs mobilisés
2024	Lancement de la plateforme	Lancement de la plateforme	25
2025	1000	500	25/30
2026	1500	500	25/30

#### Description précise de l'action et calendrier sur 3 ans

Etape	Echéance estimée
Ateliers par zone d'emplois auprès des employeurs (sécurisation du pacte co-voiturage)	Second semestre 2023
Recrutement d'un prestataire (consultation)	Premier trimestre 2024
Lancement des animations et de la plateforme	Mai 2024
Bilan mi-parcours	Décembre 2024
Elargissement des actions au territoire	2025-2026

#### Communication et sensibilisation prévues prévues pour accompagner la mise en œuvre de cette action

- Communication à destination des employeurs : réunions par zone d'emploi sous forme d'animations mobilité, documents ressources...
- Communication à destination des salariés : challenges, afterwork mobilités pour inciter la rencontre des salariés entre sites (« co-voit dating »)...

**Indicateurs de suivi-évaluation de l'action :** Compléter les résultats attendus par rapport aux indicateurs prédéfinis dans le programme. Proposer d'autres indicateurs et résultats si besoin.

- Périmètre géographique de l'action : 5 zones d'emplois en phase 1
- Nombre de bénéficiaires : 3 000
- Nombre de bénéficiaires en situation de précarité mobilité
- Fréquence des trajets : à définir avec les employeurs



- Taux de remplissage des véhicules (en personnes par véhicule) : à définir avec les employeurs
- Report modal induit : à définir
- Motif de déplacement : domicile-travail

Action n°3 : Favoriser les usages partagés de la voiture	GES évités
2024	Lancement de la plateforme
2025	60 tonnes équ. CO2 évité
2026	90 tonnes équ. CO2 évité

*Méthode calcul GES : données issues des bilans d'expérimentations menées sur des territoires et sur un nombre de trajets réalisés similaires (not. Expérience de Vitré Communauté).*

Budget estimé de l'action (cf. document excel) : rappeler le montant global du projet et le montant sollicité auprès du programme TIMS.

224 000€TTC (hors coûts jours environnés)



# FICHE ACTION

## SOLUTION TRANSPORT À LA DEMANDE

### Intitulé de l'action

Expérimenter une offre de mobilité sur les communes non-desservies de la CAPLD

### Nom et coordonnées du responsable technique de l'action

Enora Coat  
[enora.coat@capld.bzh](mailto:enora.coat@capld.bzh)  
Tel : 02 90 91 90 46

### Action portée par (liste des partenaires)

CAPLD  
Elus communaux  
Acteurs intervenant auprès des publics jeunes et personnes âgées (Mission Locale, Amadeus, autres acteurs...)

### Objectifs spécifiques de l'action

L'objectif de cette expérimentation est d'améliorer l'accessibilité aux services publics, dont les services de mobilité, pour les habitants des communes aujourd'hui peu ou pas desservies du territoire. Cette action est à destination de publics moins autonomes en matière de mobilité (jeunes et personnes âgées).

Les maires, réunis en COPIL le 10 juillet dernier (cf relevé de décision en annexe) ont souhaité expérimenter un Transport à la Demande Zonal dont le modèle a été circonscrit sur la base d'un benchmark d'expériences territoriales. Ce transport vise à offrir une solution pour les trajets inter-communaux, en rabattement sur les deux pôles urbains du territoire (desserte des services et offres de mobilité existantes). Si les élus ont ciblé deux publics en particulier dans le cadre de cette expérimentation, le service reste accessible à l'ensemble des habitants et visiteurs de la CAPLD (plafonnement des courses/mois). Cette offre pourrait ainsi répondre à d'autres problématiques de précarité en matière de mobilité que la CAPLD souhaite identifier et rendre lisible. Les élus ont ciblé une temporalité d'expérimentation de 3 ans, permettant d'ajuster et/ou de renforcer le service.

La réussite de cette expérimentation suppose une bonne stratégie de communication à destination des publics concernés. Au second semestre 2023, la CAPLD souhaite réunir un groupe de travail constitué des élus communaux en charge des affaires sociales et des acteurs du territoire accompagnant les publics cibles (Mission Locale, Amadeus...) afin d'affiner les conditions de fonctionnement du service ayant fait l'objet d'un premier cadrage global, et de déterminer une stratégie de communication concertée en lien avec les acteurs partenaires.

## Public visé par cette action

### Publics jeunes et personnes âgées

Action n°2 : TAD	Nombre de bénéficiaires concernés	Nombre de bénéficiaires en situation de précarité mobilité
2024	650	650
2025	1300	1300
2026	1300	1300

## Description précise de l'action et calendrier sur 3 ans

Etape	Echéance estimée
Groupe de travail élus, acteurs locaux auprès des publics jeunes (affiner le dimensionnement du service et structurer la communication et les animations)	Second semestre 2023 (délibération de création du service prévue en conseil de communauté de décembre 2023)
Consultation	Premier trimestre 2023
Lancement du service	Avril/Mai 2024
Expérimentation	Jusqu'en 2026

## Communication et sensibilisation prévues pour accompagner la mise en œuvre de cette action

A affiner en lien avec les partenaires et élus communaux :

- Articles de presse
- Création de supports dédiés
- Animations

**Indicateurs de suivi-évaluation de l'action :** Compléter les résultats attendus par rapport aux indicateurs prédéfinis dans le programme. Proposer d'autres indicateurs et résultats si besoin.

- Périmètre géographique de l'action : CAPLD
- Nombre de bénéficiaires estimé : 1339
- Nombre de bénéficiaires en situation de précarité mobilité
- Motif de déplacement : déplacements loisirs, accès aux services, soin, santé
- Fréquence des trajets : : 1A/R le mercredi après-midi, 2A/R les samedis, 2A/R les jours de vacances scolaires, 1A/R les mardis et vendredis matin.
- Nombre de personnes transportées par trajet : 1,5 voyageurs/course
- Report modal induit

Année	GES évités
2024	Si navette électrique 30 tonne équ. CO2 évité par rapport à un véhicule essence
2025	Si navette électrique 30 tonne équ. CO2 évité par



	rapport à un véhicule essence
2026	Si navette électrique 30 tonne équ. CO2 évité par rapport à un véhicule essence

*Méthode calcul GES : données Ademe sur les émissions des véhicules  
 (<https://carlabelling.ademe.fr/chiffrescles/r/moyenneEmissionCo2Gamme>)*

Budget estimé de l'action (cf. document excel) : rappeler le montant global du projet et le montant sollicité auprès du programme TIMS.

359 700€TTC (hors coûts jours environnés)

